

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°14825 PORTANT
RESTRICTION DE LA CIRCULATION RUE GIRARD
LE 22 MARS 2024 ENTRE 09H00 ET 16H30**

Le Maire de Maisons-Alfort,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2213-1 à L2213-5 et L2521-2,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants, R411-5, R411-8, R411-21-1 et R411-25 à R 411-28,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I) dans sa version consolidée et actualisée,

Vu la demande en date du 27 février 2024 par laquelle la société VALENTIN TP – 6 chemin de Villeneuve – 94140 ALFORTVILLE, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal pour des travaux de fraisage de réseau EP-EU, le 22 mars 2024,

Considérant la nécessité de réglementer la circulation de la rue Girard dans le cadre de travaux de fraisage de réseau EP-EU, le 22 mars 2024.

A R R E T E :

Article 1 –

Le 22 mars 2024 entre 09h00 et 16h30, la circulation sera interdite sauf aux riverains et aux véhicules de secours rue Girard pour le motif suivant : travaux de fraisage de réseau EP-EU.

Article 2 –

Le présent arrêté sera affiché 48h avant le début des travaux par la société **VALENTIN TP – 6 chemin de Villeneuve – 94140 ALFORTVILLE** aux extrémités de cette section et pendant toute la durée de ceux-ci.

Article 3 –

La signalisation réglementaire matérialisant les dispositions du présent arrêté sera mise en place par la société **VALENTIN TP – 6 chemin de Villeneuve – 94140 ALFORTVILLE** et sera déposée dès la fin de l'intervention.

Article 4 –

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants poursuivis conformément aux textes réglementaires en vigueur et par les autorités compétentes.

Article 5 –

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication. Il est également possible de saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

Article 6 –

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux,
Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,
Monsieur le Commissaire de Police Nationale,
Monsieur le Commandant de Gendarmerie Nationale,
Monsieur le Responsable de la Police Municipale,

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Maisons-Alfort, le 29 février 2024.



**Pour le Maire de Maisons-Alfort,
Conseillère Départementale du Val-de-Marne,
Marie France PARRAIN,
Et par délégation,**

Signé électroniquement par : Olivier SOLER
Date de signature : 01/03/2024
Qualité : Direction Générale des Services

MIS EN LIGNE LE 04/03/2024